

« La situation, le développement de l'unité, les problèmes d'organisation, du renforcement de la C.G.T., de la diffusion de la presse », tel était le premier point de l'ordre du jour du Comité Confédéral National de la C.G.T. réuni les 7 et 8 janvier 1958.

Qu'en ont appris les ouvriers? Quelles perspectives leur sont ouvertes?

« ...Le trait dominant de la situation est sans doute les progrès incessants, croissants de l'unité ouvrière, de la réalisation de l'unité dans l'action, du développement de l'idée même de l'unité syndicale. L'unité d'action est devenue maintenant un phénomène de masse, les progrès de l'unité sont non seulement quantitatifs mais qualitatifs. Elle se réalise dans les entreprises mais aussi entre organisations syndicales entre ouvriers et employés mais aussi avec les techniciens, les cadres; elle s'est maintenue malgré les manœuvres de division, elle se réalise entre les unions départementales et les fédérations nationales. »

Voilà les conclusions que tire « l'Humanité » du 8 janvier du rapport de Léon Mauvais, identiques à la résolution du dernier Comité Central du P.C.F. des 15 et 16 janvier 1958: « Sur le plan intérieur, on assiste depuis plusieurs mois à un impétueux développement des luttes ouvrières qui se déroulent généralement dans l'unité d'action. »

L'idée et la pratique de l'unité d'action ont fait depuis un an d'importants progrès. »

Toutes ces appréciations de ceux qui président aux destinées de la classe ouvrière française dans les plus hautes instances du P.C.F. et de la C.G.T. remplissent les colonnes de la presse ouvrière célébrant les « grandes victoires de 1957 » et savourant « les fruits de l'action unie ». »

Mais enfin, quel langage parlent-ils donc?

Tout va très bien, à les en croire. Le niveau de vie s'est

Nous avons rassemblé ici quelques échos et informations qui montrent les premiers résultats du refus délibéré de la direction de la C.G.T. de lutter de front contre la politique réactionnaire du patronat et de l'Etat des patrons.

Les 1.500 licenciements effectués dans les usines de l'aéronautique sans que la politique de luttes partielles entreprises sous la direction de la C.G.T. ait modifié, quoi que ce soit, ne sont qu'un avertissement. L'armée de réserve des chômeurs n'est pas encore une réalité suffisamment forte pour être capable de peser sur les salaires et les luttes.

Mais le patronat s'emploie à faire aboutir cette politique; et que fait la C.G.T., que fait le Parti Communiste Français? Des phrases et encore des phrases. Il est bien joli de dire qu'il faut une politique de paix, des fabrications civiles, mais qui imposera une telle politique? Les parlementaires de « gauche », les députés communistes, les pétitions? Certainement pas!

Le Comité Confédéral National de la C.G.T. vient de se réunir; il y fut question d'une perspective de luttes très importantes; mais ni dans le compte rendu des interventions, ni dans la résolution, on ne voit indiquer les propositions concrètes de la C.G.T. pour l'élargissement de l'action et pour un programme unitaire. En fait, s'il se produit de larges mouvements revendicatifs, ce sera sinon contre la direction C.G.T., tout au moins en dehors d'elle et de ses directives.

CHEZ HISPANO-SUIZA

Le lundi 13, l'usine n'avait plus son allure habituelle, des rangées de machines avec deux ou trois gars seulement. Depuis le 1^{er}, plus de 600 travailleurs ont été licenciés et près de 300 ont pris leur compte (les salaires sont trop bas).

Que s'est-il passé dans l'usine qui fut souvent à l'avant-garde des luttes ouvrières, dans l'usine qui avait le plus fort pourcentage de syndiqués de la Région Parisienne, dans l'usine qui appliqua la ligne de la « particularisation » au maximum, avec plus de 1.000 débrayages d'un quart d'heure?

La direction syndicale a encore appliqué la ligne confédérale C.G.T.; de ce fait elle a mené une politique de capitulation.

Aucune assemblée du personnel, les autres syndicats ne voulaient pas.

Les membres du secrétariat de la C.G.T. se sont fait secouer durement par des militants

de base. Malgré cela: pas de Comité de lutte, seulement quelques débrayages les uns après les autres, du 49, de la chaudronnerie, de la fonderie, de la fabrication.

La Direction a profité des licenciements pour éliminer les militants: 5 délégués et

7 anciens délégués de la C.G.T. sont licenciés.

De nombreux militants actifs du P.C.F. ont été licenciés, la section du parti n'a même pas sorti un tract pour défendre ses militants (sans doute qu'il ne fallait pas indisposer le Président directeur général Robert Blum, membre éminent de la gauche du P.S.).

Beaucoup de communistes sont convaincus qu'ils paient et qu'ils vont encore payer la passivité de leur organisation; les licenciés qui subissent le barrage patronal et qui ont déjà vu plusieurs boîtes en ont même la certitude.

Que se passe-t-il au sommet?

Bureau dans son intervention au Comité Confédéral National de la C.G.T. indique que « le gouvernement prévoyait le licenciement de 30.000 travailleurs » dans l'aéronautique, il pense que « les licenciements seront encore plus nombreux » et il considère que la lutte se développe de manière satisfaisante. Il n'est pas difficile!

Dans les réunions de l'U.S.I.A.S., les militants des principales usines de l'aviation voulaient une orientation de combat, ils se sont durement heurtés aux permanents.

— Pourquoi n'y a-t-il pas d'assemblée de tous les métallurgistes de la Région Parisienne?

— Pourquoi n'y a-t-il plus aucun mot d'ordre depuis la grève du 25 octobre 1957?

Les travailleurs se posent de plus en plus ces questions.

Eux seuls, par leur initiative et leur action, peuvent imposer leur volonté aux directions ouvrières.

UN LICENCIÉ

Chers camarades,

Avec quelques 500 autres, je viens d'être licencié de chez Hispano. La direction a évi-

AU C. C. N. DE LA C. G. T. ON REPREND LES

brusquement abaissé de 15 à 20 % dans les foyers ouvriers, les patrons licencient des militants, lock-outent, organisent leur « récession » sur le dos des travailleurs, jettent à la rue des centaines d'ouvriers dans l'aéronautique et ailleurs. Et c'est tout juste si Léon Mauvais évoque ce qu'il appelle « les violations des libertés syndicales ».

Le trait dominant, paraît-il, ce sont les progrès de l'action unie. Peut-on s'étonner après cela que les ouvriers ne viennent pas aux réunions ou s'y ennuiant copieusement à entendre les éternelles balivernes et banalités stéréotypées dont les gratifient les savants perroquets placés à tous les échelons de la hiérarchie syndicale?

Car enfin, ce qu'ils disent aujourd'hui, en janvier 1958, ils le disaient au 31^e Congrès de la C.G.T. Benoît Frachon s'y exprimait ainsi:

« Mais ce qu'il y a de nouveau dans ces grèves et manifestations (rappelons les grèves S.N.C.F.-R.A.T.P., mineurs, E.D.F., fonctionnaires C. et D., métallurgie, les manifestations déjà à Nantes-Saint-Nazaire, Dunkerque, etc., d'avril-mai 1957), c'est que la volonté d'union des travailleurs se fait sentir jusqu'au sommet des organisations. Plus qu'à n'importe quelle époque l'unité d'action a été réalisée entre organisations et parfois jusqu'à l'échelle des fédérations. »

Ces considérations « optimistes » étant la N^{me} variante passablement éculée du refrain entonné déjà et encore... au 30^e Congrès en 1955. Toujours du même Benoît Frachon:

« ...Le besoin et la recherche de l'unité sont devenus la préoccupation dominante. La conviction est largement répandue que, l'unité réalisée, les capitalistes devant capituler devant les revendications ouvrières.

Ce courant d'unité se traduit par de nombreux accords et par de nombreuses actions communes auxquelles participent les diverses organisations ainsi que les travailleurs inorganisés. »

Et alors, de développement en développement de l'unité, au fil des jours, nous en sommes arrivés aux changements qualitatifs, constate Léon Mauvais. Mais il ne trouve, pour appuyer ses dires, que l'entrée au Bureau confédéral de la C.F.T.C. de quatre membres de la minorité. Qu'est-ce que cela prouve? La journée du 25 octobre 1957 a pourtant bien été organisée de concert, sinon en commun, avec la C.F.T.C. sans minoritaires dans le Bureau Confédéral chrétien. Il n'en reste pas moins que tous les ouvriers sont convaincus depuis ce jour-là qu'on les a bien possédés avec cette opération « soupape de sûreté » et que leurs critiques s'adressent également au Bureau Confédéral de la C.G.T.

On n'apprend rien aux ouvriers lorsqu'on leur dit que l'unité, c'est bien beau, ou encore que l'unité de la classe ouvrière « peut la rendre invincible » (Benoît Frachon au C.C.N. le 8 janvier). Ce qui importe, c'est de dire aux travailleurs COMMENT ils peuvent l'imposer.

Il fut un temps où Thorez et Benoît Frachon dans leurs domaines respectifs, le P.C.F. et la C.G.T., parlaient de « convaincre ou submerger », « l'unité c'est l'action » ou « par et dans l'action ». Ce qui en soi n'est pas faux. Mais quand ont-ils mis en pratique ces excellents conseils?

Au cours des trois dernières années, depuis le 30^e Congrès C.G.T. en juin 1955 exactement, le Bureau Confédéral C.G.T. s'est adressé à plusieurs reprises aux plus hautes instances des centrales F.O. et C.F.T.C., mais toujours dans des pério-

demment profité de l'affaire pour vider six délégués en activité et le plus possible d'anciens délégués, de militants syndicaux, qui ont de grandes difficultés à trouver du travail.

La C.G.T. a bien sûr été la plus touchée et

plan de concentration Surlot (du nom de son promoteur). Ainsi seront rassemblés Sud-Aviation (ex-SNCASE et SNCASO) et Nord-Aviation.

Actuellement l'atmosphère est plutôt calme, les charges de travail seraient favorables, se-

— Une sible des patronat et aux exigenc Quelques dicale de

Le chômage dans l'aéronautique, un avertissement

si l'un des délégués licenciés appartient à un syndicat plus ou moins maison, c'est pour faire croire à l'absence de parti-pris de la direction.

Evidemment la C.G.T. est l'organisation syndicale la plus redoutable pour le patronat, parce qu'elle a dans ses rangs des militants révolutionnaires membres du P.C. ou non. La direction du Parti Communiste doit en tenir compte, elle peut difficilement s'écarter par trop des désirs des ouvriers, sous peine de perdre sa base électorale. Aussi, si à l'heure actuelle, les consignes passées aux permanents de la C.G.T. membres du P.C. sont de limiter les actions, des mouvements spontanés peuvent bien contraindre les directions du P.C. et de la C.G.T. à accepter le combat.

Cela seul explique le comportement de la direction Hispano comme du patronat en général.

Car que peut craindre Robert Blum, le directeur d'Hispano, de la C.G.T. dans l'immédiat? Dans ce licenciement massif, la C.G.T. s'est contentée d'un baroud d'honneur laissant ébrécher son organisation, permettant au patronat l'opération « chômeurs ». L'action a été volontairement limitée aux débrayages d'atelier. Les gars voulaient bien se battre mais pas pour le communiqué; il aurait fallu une action d'ensemble des usines d'aviation et même de la métallurgie.

Le seul point positif dans toute cette affaire est que les militants syndicaux et communistes réprouvent de plus en plus l'inaction de leur direction.

Correspondant.

SNCAN-AVIATION

Nous venons de changer de raison sociale, sans aucun avantage pour nous, évidemment. Nord-Aviation succède à la SNCAN, préfaçant semble-t-il, France-Aviation, selon le

lon le patron. Donc pas de licenciements en vue. On embauche même, compte tenu du fait que l'on produit pour la guerre, particulièrement des engins téléguidés. Cela n'empêche pas les gars d'être inquiets au fait de ce qui se passe ailleurs.

Le ralentissement provient surtout de ce que tout le monde attendait que la lutte se développe sur un plan d'ensemble après le 25 octobre. Or, rien n'est venu; la déception a été très grande, entraînant une désorientation manifeste.

Une résolution adoptée par le Conseil syndical du 6 décembre a été discutée au Congrès extraordinaire de l'Union syndicale de l'Aéronautique le 7 décembre. La voici:

« La situation économique découlant de la politique suivie par le gouvernement s'aggrave rapidement dans tous les secteurs du pays. »

En face de cette aggravation, une action d'ensemble de tous les travailleurs menacés est nécessaire.

Dans cette action d'ensemble, les travailleurs de la SNCAN ont un rôle à jouer, d'une part pour la défense de leurs revendications particulières, d'autre part pour la défense des revendications générales de la classe ouvrière.

Après des discussions multiples, le Conseil syndical formule ainsi la pensée des travailleurs syndiqués ou non syndiqués de la SNCAN de Châtillon:

1^o Après le 25 octobre, il fallait continuer la lutte sans ralentir.

2^o Actuellement, pour continuer la lutte, il faut:

— Une action étroitement contrôlée par les travailleurs, grâce à des Comités de lutte très larges admettant toutes les tendances pourvu qu'elles soient de lutte contre les patrons.

— Une excellente coordination des luttes dans toutes les entreprises de toutes les professions.

ration, a d'établisse Pourtant suffirait d' confiance a éclate.

VOISIN

Le 3 jan de chez V porte de l techniciens

Pourtant directeur d'administr financière été satisfai 27.800.000 de l'année

Les trav la porte, p gouvernem SNECMA actionnaire à une entre mis en liq

L'usine « tion nécess tions aux largement et socialist vailleurs d faut pas e victoire. C' l'aéronauti faut cherch être distri manifestati gouvernem de chez V ouvrière, il